

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2009)  
**Heft:** 1850

**Artikel:** Le retour aux sources et le choix européen : "Quand la gauche s'éveillera" de Jean-Claude Rennwald, illustre la contradiction européenne des socialistes  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1014024>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le retour aux sources et le choix européen

«*Quand la gauche s'éveillera*», de Jean-Claude Rennwald, illustre la contradiction européenne des socialistes

André Gavillet (17 décembre 2009)

Ce fut d'abord un livre-tract, publié sur le net. Jean-Claude Rennwald y défendait sa candidature au Conseil national. Et, comme on sait, il fut réélu. Quant au livre, revu et augmenté, il fut édité papier (Favre, 2009, sous le titre *Quand la gauche s'éveillera*). La matière s'était augmentée de l'échec électoral du parti socialiste suisse. Perte de neuf sièges aux élections fédérales. Rennwald y voit «*un des plus graves échecs*» de l'histoire du PSS, «*une débâcle*». Il faut, dit-il, définir les conditions stratégiques de «*survie*». D'où le livre.

### Situation suisse et schéma traditionnel

Partout la social-démocratie connaît des fortunes diverses. Paradoxalement elle ne sort pas renforcée de la crise économique et financière, alors que le rôle de l'Etat social, de la régulation, du service public sont des outils et des concepts qu'elle a défendus.

Dans ce tableau général, la crise suisse a des traits spécifiques. Les analyses révèlent qu'une partie de son électorat a été séduite par les slogans de l'UDC ou par les innovations des Verts. L'UDC a pu se greffer sur l'ancien parti des Paysans, Artisans et Bourgeois, ce qui lui donne une respectabilité historique. Devenue premier parti de Suisse, elle siège au gouvernement, même si son leader n'y fut pas réélu; le PSS acceptant cette cohabitation imposée.

Il faut, dans ces circonstances, selon Rennwald, retrouver un langage et un programme qui parlent «*aux couches populaires*» – l'anachronisme de la formule étant gage de pureté.

### Demandez le programme

Conçu primitivement comme préélectoral, le livre n'évade pas la question: comment gouverner autrement. Le lecteur peut se reporter au chapitre «*Dix réformes pour 2012, ou quand la gauche gouvernera*». A titre d'exemple: «*Articuler travail, famille et vie sociale*», «*Finances et redistribution*», «*Démocratiser la culture et diversifier la presse*». Chaque réforme mériterait discussion. Et plus généralement se pose la question: pourquoi n'ont-elles pas jusqu'ici été perçues par les «*couches populaires*»? La démarche de l'auteur ne laisse guère de place à l'autocritique. Ce que l'on retiendra pour le débat, ici, c'est la question européenne.

### Europe

Rennwald se déclare enthousiaste de la cause européenne, et il est connu comme tel. Il reprend la critique d'un bilatéralisme qui révèle toujours plus ses insuffisances.

Les difficultés sont de deux ordres. La première – elle n'est pas éludée – est la hausse de la TVA à 15%. Mais l'on peut donner à cet impôt un

caractère social en affectant au financement de l'assurance-maladie la recette supplémentaire. La deuxième difficulté est celle des services publics qui contribuent à la cohésion nationale, à l'égalité de traitement des régions périphériques. Or Rennwald affirme catégoriquement que la défense du service public passe par «*l'opposition à toute forme de libéralisation du secteur de l'énergie*», le «*maintien d'un monopole de la Poste aussi large que possible*». Or, le maintien de ces monopoles est incompatible avec le droit européen, et non négociable. Un proeuropéen convaincu devrait reconnaître la suprématie de principe du droit européen sur le droit national.

### Politiquement

La raison d'être de l'UDC est son opposition à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Rouvrir les négociations, c'est logiquement l'exclure du gouvernement fédéral. Le parti socialiste, le PLR, le PDC, les Verts auront l'obligation de s'entendre pour conduire cette mutation historique. Cet accord gouvernemental, négocié ou implicite, fait de concessions réciproques, est difficilement conciliable avec un programme socialiste dur.

Comment à la fois se ressourcer et préparer une autre collaboration gouvernementale? Rennwald évoque et peut-être souhaite le retrait du PS du Conseil fédéral, mais ne

serait-ce pas y installer plus solidement l'UDC?

L'intérêt du livre de Jean-Claude Rennwald, plus que dans les propositions

programmatisques, tient à la contradiction, laissée ouverte, sur le choix européen.

## **Pas de sécurité alimentaire sans une véritable politique agricole** *Ce n'est pas l'autarcie mais le commerce et les échanges qui viendront à bout de la faim dans le monde*

Lucien Erard (16 décembre 2009)

Les pays développés gaspillent la nourriture, titre *Le Monde* du 12 décembre: selon une étude, 40% de l'alimentation disponible aux Etats-Unis est jetée! Un scandale alors que la faim est encore une réalité dans certains pays en développement. Pourtant si demain ce gaspillage cessait, comme le demande l'éditorial du *Monde*, cela ne résoudrait en rien le problème de la sous-alimentation. Renoncer à l'élevage et à la viande, gros consommateurs de céréales non plus. En réalité, le niveau de production agricole dépend de la demande solvable de produits alimentaires et pas des besoins. Et la faim dans le monde est due avant tout à l'insuffisance des revenus de larges couches de la population.

Produire suffisamment pour nourrir sa population implique une politique agricole garantissant une certaine stabilité des prix, et prévoyant donc de financer des stocks pour les années de pénurie et de racheter les surplus en cas de bonne récolte. Un processus coûteux conduisant presque toujours à des stocks pléthoriques qu'il est tentant

de brader sur le marché mondial ou de donner à des populations affamées. Or les pays en développement ont rarement les moyens d'une telle politique. Cela explique que les pertes de denrées alimentaires peuvent, toujours selon *Le Monde*, y atteindre jusqu'à 60%, faute de marché, de moyens de stockage et de transport. S'y ajoute les importations à prix cassés des surplus des pays riches qui achèvent de saboter tout effort national pour créer un marché pour les agriculteurs indigènes. Et ce sont ces agriculteurs qui, faute de débouchés pour vendre leur production, sont forcés d'abandonner leurs terres pour la ville. Ils vont alors grossir les populations des bidonvilles, sans revenus permanents et premières victimes de la faim et de la malnutrition.

Il n'y a pas de sécurité alimentaire et de politique agricole sans surplus très vite excessifs. Il faut donc trouver des débouchés à ces surplus. C'est sur ce problème que bute le cycle de Doha de l'OMC. Les pays industrialisés veulent continuer d'exporter leurs excédents agricoles et refusent

d'abaisser leurs droits de douane à l'importation alors que les pays en développement veulent pouvoir exporter leurs produits.

Pourtant sont en train d'apparaître d'autres alternatives à l'utilisation de ces surplus: le Brésil produit de l'éthanol carburant avec ses excédents de sucre, les Etats-Unis avec leur maïs. A condition d'être intelligemment menées, de telles solutions pourraient permettre de renforcer les politiques agricoles, de créer de nouveaux emplois et, pour autant que la priorité reste à l'alimentation humaine, de garantir l'achat de l'ensemble des récoltes, condition du maintien, à long terme, d'une agriculture forte et prospère.

Lutter contre la faim, c'est produire suffisamment. Mais c'est surtout faire en sorte que chacun dans le monde ait un revenu qui lui permette de nourrir sa famille, en créant des emplois, mais aussi des aides aux plus défavorisés pour qu'ils puissent acheter des produits locaux plutôt que de leur distribuer nos surplus agricoles.